

Editorial

Confiance est le maître-mot de cette période dans l'Éducation Nationale. C'est en tout cas le leitmotiv de toute la communication ministérielle depuis plusieurs jours, semaines...mois. Comme si, il suffisait de le dire pour que cela soit !! La réalité est bien loin de cette tentative d'hypnose collective. Une confiance réelle et durable ne peut se décréter mais se construire par des actes. Et depuis plus d'un an, ce sont les actes de défiance qui s'accumulent.

Vis-à-vis des fonctionnaires : gel du point d'indice, jour de carence, rémunération au mérite...

Vis-à-vis de l'École : de Parcoursup aux «nouvelles» évaluations en CP et CE1 (qui serviront plus au classement des écoles qu'aux élèves) en passant par les programmes, la fusion des académies... la volonté gouvernementale de remettre en cause le service public est en marche !

Vis-à-vis de la Fonction Publique : sous couvert de « transformation », c'est une démolition qui s'accélère par la suppression de 120.000 postes mais aussi par le transfert de missions au privé.

A l'occasion du budget 2019 qui sera présenté à la fin du mois, nous aurons sans doute encore droit au couplet «il n'y a plus d'argent, les caisses de l'Etat sont vides » pour justifier tous ces renoncements dans les services publics et l'amputation du pouvoir d'achat des salariés et des retraités. Pourtant, la question n'est pas celle du manque d'argent mais bien de sa répartition : la France n'est-elle pas championne du monde pour la distribution, par milliards, des dividendes ??

En tant qu'agent public, en tant que citoyen, nous ne pouvons laisser faire. Les services publics sont le ciment d'une société solidaire, ils sont un outil indispensable de lutte contre les inégalités. Ils sont un investissement !

Dans un autre domaine, celui appelé des « migrants », la confiance n'est pas de mise non plus. Du refus d'accueillir des bateaux dans des ports français au fait, dans notre département même, de laisser des familles avec enfants, des jeunes mineurs à la rue, l'inhumanité est en marche.

En ce début d'année scolaire et sociale, il va nous falloir agir ensemble pour des alternatives de progrès et de solidarité. C'est le sens du syndicalisme de la FSU.

Patrick BEZAULT

STAGES DE FORMATION SYNDICALE

« Les carrières » :

JEUDI 18 OCTOBRE à Evreux

« Le management dans l'Éducation Nationale » :

MARDI 6 NOVEMBRE au Havre

OUVERTS A TOUTES ET TOUS.

INSCRIVEZ-VOUS(voir p.4)



Sommaire : Une : Editorial **Page 2 :** Retraités / Non à la fusion des académies **Page 3 :** Fermetures de collèges/ Rentrée 2018 dans les écoles **Page 4 :** Stages FSU

SNASUB - SNE - SNEP - SNEPAP -SNES - SNETAP - SNICS - SNPES/PJJ – SNUAS/FP - SNUEP - SNUipp - SNUITAM - SNUPDEN - SNU/TEFI - SNUTER



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Nous ne devons pas nous laisser faire !

Les retraité-esactuel-les et futur-es font partie des catégories les plus malmenées par Macron et sa cour.

Après toutes les mesures iniques (hausse de la CSG, gel maintenu des pensions, atteinte aux pensions de réversion,...) ce gouvernement hautain et méprisant vient d'annoncer la fin de l'indexation des pensions sur les prix. Avec 0,3% de revalorisation pour 2019 et 2020 alors que l'inflation est de 2,3% chaque année et que la CSG rogne un peu plus nos « revenus » depuis janvier, faites les comptes !

Un exemple : le + 1,7 de la CSG depuis janvier entraîne une perte moyenne de 500 € par an pour 9 millions de retraités.

Encore une fois, c'est une forme de maltraitance pour celles et ceux qui ont travaillé (et de fait cotisé) toute leur vie active en espérant profiter de cette autre période de leur existence sans trop d'angoisse de « fin de mois ». Sans oublier que bon nombre d'entre eux sont souvent « soutiens de famille » pour des enfants ou/et petits enfants en difficulté financière eu égard au contexte économique actuel.

Ne nous laissons pas faire ! Soyons dans l'action pour contraindre ce gouvernement à revenir sur ses décisions révoltantes !

Le 3 octobre des retraités mandatés venant de toute la France se rendront à l'Assemblée Nationale pour « déposer » les pétitions contre la hausse de la CSG signées massivement partout (vous pouvez encore signer en ligne notamment : <http://www.retraiteencolere.fr>)

Le 9 octobre : journée de mobilisation décentralisée.

Nous aurons plus de détails sur ces 2 dates après l'intersyndicale du « groupe des 9 » qui aura lieu le 7 septembre dans les locaux de la FSU à Paris.

Bien sûr nous vous tiendrons au courant...en attendant mobilisez le plus possible autour de vous.

Comme d'habitude : plus nous serons nombreux-ses et déterminé-es plus nos chances de réussir seront importantes.

José Bridard

CONTRE LA FUSION DES ACADEMIES DE CAEN ET ROUEN : PETITION INTERSYNDICALE FSU/SGEN/SUD

Monsieur le Ministre,

Nous nous adressons à vous pour vous faire part de la crainte de voir notre académie, l'académie de CAEN, être fusionnée avec l'académie de ROUEN. Et pour vous faire part également de notre opposition résolue à ce projet.

Si nous n'avons évidemment rien contre l'académie de ROUEN ni contre ses personnels qui œuvrent au quotidien à son bon fonctionnement, nous voudrions vous exposer ici les raisons qui fondent notre point de vue.

Pas plus en 2018 qu'en 2015, la fusion des académies de CAEN et de ROUEN n'est pertinente. Elle engagerait un projet complexe de réorganisation qui aurait pour conséquence d'éloigner toujours plus de ses personnels et de ses usagers (les élèves et leur famille, les écoles et les élu.es, les établissements scolaires...) les lieux de décision, de pilotage et d'administration de notre service public. Aucun besoin identifié n'est à l'origine de ce projet, hors la satisfaction intellectuelle de voir correspondre la carte des régions à celle des académies.

Fusionner les académies nous engagerait aussi dans un processus de mutualisations, de regroupements de service avec leurs conséquences sur les conditions de travail des personnels, à commencer par ceux des services académiques, rectorat et DSDEN.

Si fusion il y a, doublons (de services et d'emplois) il y aura ; ce qui laisse supposer que cette fusion ne serve en fait à permettre les suppressions de postes promises par le candidat Macron. La crainte de voir disparaître de nombreux emplois administratifs dans nos départements est grande, malgré les promesses, au détriment du service rendu au public.

Nous souhaitons pour notre service public, à l'inverse des préconisations du rapport de l'IGAENR sur la réorganisation territoriale des services déconcentrés, conserver une organisation territoriale de proximité : et donc une académie de CAEN et un rectorat d'académie à CAEN, dont les compétences et prérogatives auront été préservées.

Pétition à signer sur

www.change.org/p/françois-ferrette

Donner l'image de la confiance pour éviter de percevoir la réalité objective

Le ministre nous l'explique au gré des interviews : la confiance, c'est un état d'esprit, une mentalité, une tonalité ! D'aucuns de s'étonner que nous ne nous réjouissons pas d'un tel affichage d'enthousiasme, évidemment préférable à l'image d'une indifférence morose ou d'un renoncement résigné à la réussite des élèves. Nul doute que cette image peut séduire, donner l'impression d'un changement, d'une prise de conscience. D'autant que le discours politique cherche à l'opposer à une autre image, davantage « ancien monde », celle d'une institution méprisante pour ses élèves, centrée égoïstement sur l'intérêt de ses agents et résignée à renoncer à la réussite d'une partie d'entre eux. Mais la démocratisation scolaire n'est pas soluble dans le discours. Elle ne peut avoir de sens que dans son effectivité. La réalité est moins harmonieuse que les belles images données à voir pour la rentrée. Les prescriptions méthodologiques en matière de lecture comme les perspectives de réforme du bac sont loin de pouvoir garantir leurs résultats, le fiasco de Parcoursup va écarter des milliers d'élèves des études supérieures, les menaces sur l'enseignement professionnel et agricole risquent fort de coûter bien des réussites aux enfants des classes populaires, la crise de recrutement enseignant est loin d'être résolue, ...

A minima, le doute serait de rigueur quant aux effets sur la réussite ! Mais on va lui préférer la répétition ad libitum d'un slogan, une sorte de méthode Coué qui finirait par imposer cette affirmation de la réussite au mépris de l'analyse objective des effets de la politique engagée sur les parcours scolaires des élèves.

L'équipe souriante, soudée autour de son chef, emportée par la gestuelle de l'enthousiasme affiche désormais publiquement, sur les réseaux sociaux, ce nouvel état d'esprit... au moment même où on multiplie consignes et injonctions et où on s'appête à différencier les rémunérations au mérite et à introduire la concurrence entre les personnels. Peut-être pas tout à fait les ingrédients idéaux de l'école de la confiance...

Paul DEVIN

Fermetures de collèges

Après plus de deux ans de lutte et malgré une mobilisation constante, les collèges Pablo Neruda et Pierre Mendès-France ont définitivement fermé leurs portes début juillet. Enseignants et élèves ont assisté en fin d'année au démantèlement de leur établissement : matériel réparti dans d'autres collèges ou jeté, planches clouées aux fenêtres... Les élèves, dispatchés dans d'autres collèges selon une resectorisation très discutable et qui ne résout pas en profondeur la question de la mixité sociale, ont découvert leur nouvel établissement très rapidement en fin d'année scolaire dernière. Les collègues, eux, ont pris connaissance de leur nouvelle affectation, parfois bien éloignée de leur domicile, après un mouvement académique rendu très complexe du fait de toutes ces mesures de carte scolaire.

Si le Conseil départemental de l'Eure continue de nier que la décision initiale était avant tout économique, il est pris en défaut sur l'argument des places vacantes, puisque dans tous les collèges concernés par la nouvelle carte scolaire des travaux ont été nécessaires, notamment pour aménager des salles, des toilettes ou pour assurer la sécurité des élèves. Tous ces travaux n'ont d'ailleurs pas pu être finis pour la rentrée !

Certains collèges voient leur effectif augmenter brutalement de plus de 100 élèves et ce changement brutal va poser de nombreux problèmes d'organisation dans les vies scolaires, pour les emplois du temps, etc.

De son côté, l'Éducation nationale assure que tous les moyens ont été redéployés, mais c'est sans tenir compte de la pondération REP+ ou des effectifs réduits. Le ministère fait bien des économies sur le dos des élèves les plus fragiles du département. Et notre administration n'a jamais semblé prendre la mesure réelle du bouleversement et de l'angoisse que provoquent ces fermetures, aussi bien pour les personnels que pour les élèves.

Le SNES-FSU continue de dénoncer ces fermetures injustes et sera sur le terrain pour constater des conditions réelles de la rentrée, pour les améliorer, notamment par le biais du CHSCT et pour soutenir les collègues tout au long de l'année.

Cécile CHANDAVOINE

Rentrée 2018 :

CP à 12 en REP et CE1 à 12 en REP +

Dès la rentrée 2017, les classes de CP sont dédoublées dans les REP + et quelques REP. Non sans mal et sans dégâts collatéraux... Une grande partie des dispositifs "Plus de maîtres", pourtant largement validés par les enseignants et de nombreux chercheurs, ont fait les frais de l'opération au mépris des personnels en poste et du travail collectif initié par les équipes.

Après un an de mise en place, l'heure n'est pas encore au bilan mais quelques éléments sont mis en avant par les enseignants : climat de classe plus serein, plus de temps à accorder à chaque enfant, modification des pratiques pédagogiques ...

Cependant, le constat concernant les élèves en grande difficulté reste le même. Sans aide spécifique, les difficultés restent présentes. Le dispositif ne règle pas tout.

« Les élèves en très grande difficulté restent en très grande difficulté, le dédoublement rencontre cette limite : nous ne sommes pas devenus des orthophonistes, ni des psychologues. » explique une enseignante de CP à 12

D'autre part, dans certaines écoles, cette diminution des effectifs en CP a entraîné une augmentation du nombre d'élèves par classe en cycle 3.

Du côté des locaux, les aménagements ont été possibles lors de la rentrée 2017 dans le département malgré le délai très court entre l'annonce des mesures et la rentrée (juin à septembre).

Les difficultés commencent réellement pour la rentrée 2018. En effet, avec l'extension du dispositif à tous les CP REP et au CE1 en REP+, les difficultés concernant les locaux apparaissent et surtout on voit la disparition de toutes les salles annexes (salle de réunion, informatique...)

Côté moyen, ce sont 20 postes dans l'Eure sur une dotation de 5 postes qui sont consacrés à cette mesure pour la rentrée 2018.

Cette mesure accueilli positivement par les équipes conforte l'idée défendue par le SNUipp-FSU que les effectifs ont un impact dans la réussite des élèves.

Cependant la dotation départementale de 5 postes reste donc insuffisante pour créer ces postes de dédoublement et répondre à tous les besoins d'ouverture ou de postes hors la classe du reste du département de l'Eure.

Mathilde MARNIERE

CONDITIONS DE TRAVAIL : UN CHANTIER EN FRICHE

Des réformes à répétition dans la Fonction publique sans prise en compte de la réalité du travail, et sans étude d'impact sur les conditions de travail, réorganisations de services, nouveau management public, réduction du nombre de postes et d'emplois ont pour conséquence une augmentation de la charge et de l'intensité du travail avec dans certains cas des glissements de tâches, des déqualifications... Cela induit des dégradations réelles des conditions de travail des agent-es.

Les enjeux : •Santé et bien être au travail des agent-es

- Qualité des services publics : l'amélioration de la qualité des services publics passe par une amélioration des conditions de travail et de la qualité de vie au travail,
- Enjeu politique, démocratique, syndical : pour la prise en compte dans un cadre collectif, de la parole des personnels, acteurs de leurs métiers, experts de leur profession.
- Enjeu de démocratie sociale et de dialogue social au travail.

La FSU revendique notamment : • des postes et emplois en nombre suffisant sachant que les conditions d'emploi et les menaces sur les emplois sont facteurs de risques psycho-sociaux,

- une bonne organisation du temps de travail,
- un autre pilotage des services qui prenne mieux en compte l'expertise professionnelle des agent-es,
- une réelle médecine de prévention pour toutes et tous,
- l'amélioration des retraites (fins de carrière, durée du temps de travail, niveau de pensions,
- des mesures concernant la prise en compte de la pénibilité.
- des CHS-CT préservés et confortés qui permettent d'alerter, de prendre en compte la situation des agent-es et de trouver les solutions adéquates. Le gouvernement a aujourd'hui le projet de les faire disparaître !!

Stages de formation syndicale

Pour cette première période de l'année scolaire, la FSU vous propose deux stages.

Le premier, le JEUDI 18 Octobre sur « **les carrières** » se tiendra à Evreux.

Le second, le MARDI 6 Novembre sur « **le management dans l'Education Nationale** » sera au Havre.

Ces stages sont ouverts à toutes et tous. Chaque agent a droit d'y participer, à raison de 12 jours par an. N'hésitez pas à utiliser ce droit : inscrivez-vous sans attendre.

Stage « les carrières » le JEUDI 18 OCTOBRE à Evreux

PPCR, nouvelles grilles, nouveau rythme d'avancement, bonification indiciaire, hors-classe, classe exceptionnelle... Ce stage permettra de faire le point sur l'ensemble de ces modifications, de répondre à vos interrogations en déjouant le vrai du faux, avec les avancées mais aussi les écueils qui demeurent.

Nous détaillerons également les nouvelles modalités d'évaluation des enseignants au cours des rendez-vous de carrières: rôles respectifs des IEN dans les écoles et des chefs d'établissement et des IPR dans le second degré. Ce sera aussi l'occasion d'aborder le rôle que peut jouer la CAP dans la défense des collègues. CAP (Commission Administrative Paritaire) dont le gouvernement voudrait remettre en cause les prérogatives.

Stage « le management dans l'Education Nationale » le MARDI 6 NOVEMBRE au Havre.

L'on parle de plus en plus dans la fonction publique et particulièrement dans l'Education Nationale de Ressources Humaines alors même que les agents sont de moins en moins considérés et écoutés. L'Ecole n'a-t-elle pour seul avenir que de devenir une grande entreprise ? Ce stage permettra de réfléchir autour de la problématique : Mon métier, ma hiérarchie, mes collègues et moi : déconstruire le management pour reprendre la main !

COMMENT S'INSCRIRE ?

Ce qu'il faut savoir :

Le congé pour participer à ce stage est de droit, il ne peut être comptabilisé au même titre que les autorisations d'absence, votre chef d'établissement (ou supérieur hiérarchique) ne peut émettre un avis défavorable et doit transmettre votre demande.

La demande doit être déposée 1 mois avant :

pour ces stages c'est donc, au plus tard, le 17 Septembre et le 5 Octobre.

Si vous avez des doutes sur votre participation effective au stage, posez votre demande, il sera temps d'annuler par la suite.

QUE FAIRE POUR PARTICIPER AU STAGE ?

- 1) Remplir et retourner le coupon ci-dessous à la FSU : nous vous enverrons votre convocation**
- 2) Déposer à l'administration votre autorisation d'absence en y joignant votre convocation**

BULLETIN D'INSCRIPTION A RENDRE IMPERATIVEMENT A LA FSU 27

fsu27@fsu.fr ou 17 ter, rue de la Côte Blanche 27000 Evreux

NOM : _____ PRENOM : _____ SYNDICAT : _____

Etablissement : _____

Adresse personnelle : _____

Je m'inscris pour le stage du **Jeudi 18 Octobre à Evreux** OUI NON

Je m'inscris pour le stage du **Mardi 6 Novembre au Havre** OUI NON

Je m'inscris pour le déjeuner du Jeudi 18 Octobre à Evreux : OUI NON

Je m'inscris pour le déjeuner du Mardi 6 Novembre au Havre: OUI NON

(entourer les réponses choisies)